
PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
MINES - CARRIERES

Récépissé de déclaration n° 14735
d'une installation classée pour la protection
de l'environnement.

Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, modifiée par la loi
n° 92-654 du 13 juillet 1992
Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977

Le Préfet de Seine et Marne,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Donne récépissé à la SA MICRONOR, domiciliée 40 rue de la Py 75020 Paris France de sa
déclaration du 18 Janvier 1999 concernant l'exploitation à Emerainville Boulevard de Beaubourg
Parc de la Francilienne, de travail mécanique et de traitement des métaux.

Cette installation est visée par les rubriques n° 2560 - 2565 de la nomenclature actuelle.

PRESCRIPTIONS GENERALES :

En application de la loi du 19 juillet 1976, modifiée par la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992
relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, le déclarant devra se
soumettre aux prescriptions générales ci-jointes, ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires
relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le présent récépissé de déclaration est délivré uniquement dans le cadre de la législation des
installations classées, il ne fait pas obstacle à l'application de toute autre réglementation. A ce titre,
le déclarant aura à se pourvoir éventuellement auprès des autorités compétentes des autorisations
nécessaires (notamment permis de construire, occupation du domaine public, autorisation
d'occupation du sol, application de la réglementation d'urbanisme, de celle des lotissements etc...).

MODIFICATION DE L'INSTALLATION (article 31 du décret) :

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à
son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit
être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet de Seine et Marne, qui peut exiger une
nouvelle déclaration.

TRANSFERT DE L'INSTALLATION (article 31 du décret) :

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une
nouvelle déclaration.

.../...

DELAI DE VALIDITE (article 32 du décret) :

La déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ACCIDENT - INCIDENT (article 38 du décret) :

L'exploitant d'une installation soumise à déclaration est tenu de déclarer sans délai à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976, modifiée par la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992.

INFORMATION DES TIERS (article 27 du décret) :

Le préfet donne récépissé de la déclaration et communique au déclarant une copie des prescriptions générales applicables à l'installation.

Le maire de la commune où l'installation doit être exploitée (à Paris, le commissaire de police) reçoit une copie de cette déclaration et le texte des prescriptions générales. Une copie du récépissé est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie (à Paris, au commissariat de police) avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales. Procès Verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire (à Paris, par ceux du commissaire de police).

A la demande de l'exploitant, certaines dispositions peuvent être exclues de cette publicité lorsqu'il pourrait en résulter la divulgation de secrets de fabrication.

Melun, le 20 Janvier 1999

Le Préfet,
pour le Préfet et par délégation
le Directeur des Actions Interministérielles

Maurice VAILLANT

D.R.I.R.E.
d'Ile de France
Groupe de subdivisions de Seine-et-Marne

25 JAN. 1999

DESTINATAIRES :

- le déclarant,
- le sous-préfet de Meaux
- le maire de Emerainville
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours
- le directeur départemental de l'équipement
- le directeur départemental de l'équipement - subdivision de Val Maubué
- le directeur de l'Agence de l'Eau Seine Normandie
- Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile de France à Paris,
- le chef de groupe de subdivisions de la direction régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France - Savigny

une copie du présent récépissé est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales (application de l'article 27 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié).